



Chambre d'Agriculture

ent. Nous donnons la parole aux responsables des deux principaux syndicats représentatifs : le leadership perdu et Christian Harlouchet, d'ELB liée à la Confédération Paysanne, pour tenter d'éclairer le lecteur et l'électeur.



**Christian
HARLOUCHET (ELB)**

3) A t-on tourné la page du productivisme tant décrié ces dernières années ?

JMA : Aujourd'hui, tous les maux que rencontre l'agriculture sont résumés sous un terme « productivisme » dont on use et abuse.

La modernisation de l'agriculture a pu paraître dure et brutale mais n'oublions pas le contexte historique (sortie de la seconde guerre avec des pénuries récurrentes et création de L'Europe) et les progrès réalisés.

En effet, certaines évolutions comme la mécanisation ont entraîné des gains de productivité importants mais aussi des améliorations indéniables des conditions de travail. Personne n'accepterait de revenir à un travail manuel des terres ou à une traite manuelle. Le progrès technique a servi l'agriculture au même titre que les autres secteurs économiques.

Le contexte national et international a changé, le productivisme ne doit pas être une fin en soi. Dans tout projet, le niveau de production est une variable comme la maîtrise des charges, les conditions de travail ou encore les contraintes réglementaires. L'enjeu n'est pas la productivité pour la productivité mais l'adaptation des objectifs de production selon chaque structure pour un revenu correct.

Je me répète, la viabilité de nos fermes est essentielle si nous voulons transmettre nos exploitations. Comme nos parents ont su le faire, nous devons nous aussi nous adapter pour que les générations futures vivent de ce métier.

Sortons du débat sur la productivité. Le développement ne doit pas être tabou. Nous devons aborder cela avec sérénité. A titre d'exemple, notre bassin de production connaît un déficit important de production de lait de brebis. Les entreprises de transformation importent du lait et ce déficit s'accroît. Ce phénomène est dangereux à terme pour la filière. Travaillons avec tous les acteurs de la filière pour limiter ce différentiel et définir ensemble les moyens à mettre en œuvre pour développer la production et garder un maximum de producteurs dans les zones actuelles.

Ch H : Certains producteurs pensent encore que produire plus en achetant toujours plus d'engrais, d'aliments composés ou de rations complètes, en investissant toujours plus est la seule issue pour améliorer leur revenu. De multiples analyses comptables démontrent souvent le contraire. Ce modèle ne profite qu'à certains et se développe au détriment de la collectivité : les « productivistes » ont éliminé les voisins !

Les paysans du Pays basque, consciemment ou non ont résisté depuis 40 ans à ce modèle. Donnons leur les moyens de persévérer en pérennisant les outils de développement comme Laborantza Ganbara, devenu incontournable.

4) Quelles sont les différences majeures avec le principal syndicat concurrent ?

JMA : Une des différences majeure avec ELB : à la FDSEA nous défendons les agriculteurs du Pays-Basque dans toute leur diversité sans opposer les systèmes de production. Il n'y a pas une agriculture basque, mais des agricultures basques. Une exploitation d'Esterençuby ne rencontre pas les mêmes problèmes et ne fonctionne pas comme une exploitation de Mendionde, de Saint-Palais ou encore de Saint-Pée sur Nivelle. Même si la production principale est la même, les systèmes divergent du fait des contraintes et des atouts liés au relief, au climat ou à la pression foncière différents d'un territoire à l'autre.

Utiliser des schémas réducteurs tels que « gros contre petit » ou bien « Basque contre Béarnais » est contre productif pour la défense des paysans. Encore une fois, n'imposons pas un modèle unique mais gardons toute cette diversité qui fait la richesse de notre territoire.

A la FDSEA, nous nous concentrons sur les enjeux purement agricoles et refusons que l'agriculture soit instrumentalisée. Nous avons pour cela le courage de nous investir dans les différentes structures agricoles départementales, régionales ou nationales.

Je le répète, nous ne sommes pas seuls sur le territoire et il est primordial de faire entendre notre voix de manière constructive partout. C'est dans cet esprit que nous avons fait le choix de conserver l'agriculture basque dans un cadre institutionnel et légal en utilisant les outils existants tels que la chambre d'agriculture, en les adaptant pour plus de réactivité et d'efficacité sur le terrain (SUAT).

De même, nous utilisons le réseau national de la FNSEA pour peser sur les politiques nationales ou européennes.

Certes rien n'est parfait, surtout au moment de défendre en Europe une telle diversité de système, mais l'engagement au sein de la FNSEA a par exemple permis de défendre la mise en place d'une politique montagne essentielle pour pérenniser l'agriculture du Pays-Basque.

Ch H : Dès sa création, ELB a été perçue comme un nouveau syndicat soucieux de redonner aux agriculteurs la fierté d'être Paysan, les sortir du notabilisme des campagnes et du monopole syndicalo-politico-économique de la FNSEA. Ce changement de mentalité, la pertinence des revendications d'ELB, sortir du corporatisme dans lequel la FNSEA enferme encore les paysans, mettre l'agriculture au cœur de la société, sont autant d'acquis qui ont permis à ELB d'être le syndicat majoritaire en Pays basque. ELB n'utilise pas le double langage pour séduire tous les agriculteurs. ELB a choisi de défendre les plus faibles et non ceux qui intègrent le modèle d'agriculture intensive soutenu par l'agro-industrie et toutes les politiques agricoles. L'agriculture « raisonnée » de la FNSEA-JA est un nouveau leurre qui voudrait rapprocher les tenants de l'agriculture industrielle des citoyens affolés par la présence d'OGM dans leur nourriture. ELB et la Conf. Paysanne dénoncent cette collusion agro-industrielle et pharmaceutique pour s'approprier le vivant.

ELB exige que les primes, les subventions et les quotas soient répartis solidairement, équitablement entre paysans, entre régions, pour préserver l'emploi rural, la souveraineté des peuples à se nourrir, la diversité de la faune et de la flore ...

ELB porte un projet économiquement efficace, grâce à la valeur ajoutée des AOC liés au terroir, favorable aux pratiques préservant l'environnement, transmissible aux générations futures : c'est l'agriculture paysanne et durable.





Communauté autonome basque

Agressivité dans les écoles

Plusieurs grèves d'enseignants des Ecoles primaires et secondaires sont programmés pour les jours qui viennent dans la Communauté Autonome. Les enseignants dans leur très grande majorité ont décidé d'arrêter les cours dans tous les établissements, en cette fin novembre. Chacun des trois territoires a choisi un jour pour cette manifestation de protestation et de ras-le-bol. L'attitude agressive et impertinente de beaucoup d'enfants, quel qu'en soit l'âge, atteint un niveau intolérable. Ni les maîtres ni les parents ne parviennent à endiguer le phénomène. Les responsables tirent le signal d'alarme afin que toutes les parties concernées et en premier lieu les élus en prennent conscience et se penchent sur ce problème de société.

Université de Mondragon / Arrasate

Début novembre, Josu Zabala a pris possession de la charge de recteur de l'Université de Mondragon. Il n'a pas eu une longue route à faire : il était à ce jour gérant du groupe Fagor électrodomestique. C'est une personnalité marquante du monde coopératif et de la recherche. Il siégera jusqu'au mois de février aux côtés de son prédécesseur Iñacio Oliveri, ancien ministre de l'Education du Gouvernement basque et dirigeant du parti EA (Eusko Alkartasuna). Celui-ci vient de faire valoir, en effet, ses droits à la retraite.

Les Ikastola honorés à Londres

La méthode d'apprentissage de la langue anglaise utilisée par les ikastola du Pays Basque a été reconnue comme la meilleure par le gouvernement britannique. Les représentants de ces

écoles ont reçu le prix Presidents Award 2006, au palais de Buckingham, des mains du Duc d'Edinbourg. C'est là une belle récompense pour ceux et celles qui depuis le retour à la démocratie œuvrent en faveur de l'euskara.

Le virus «UKAN»

Ce virus a été présenté le 10 novembre au public par le physicien Navarrais P.M. Etxenike, de renommée internationale, le journaliste Gorka Landaburu, le recteur de l'université basque (U.P.V.) Juan Iñacio Perez originaire de Salamanque et la biologiste Adelaida Uman. Tous les quatre se disent porteurs du virus « UKAN » : une voix intérieure, ont-ils expliqué, qui vous pousse à apprendre la langue basque et qui incontestablement conduit l'individu à davantage de convivialité. Au dire du recteur, l'importance de cette réalité linguistique (voir plus haut) n'est pas suffisamment soulignée de nos jours, à l'heure où l'on parle de pacification, de lien entre tous les territoires de ce pays. La connaissance de l'euskara, selon ces personnalités, est un facteur important et le fait que plus d'un million d'habitants soient monolingues constitue un échec. Le lecteur comprendra mieux pourquoi l'administration voudrait parvenir à un bilinguisme majoritaire. Une campagne tous azimuts vient de s'ouvrir dans les trois provinces, elle sera courte mais intense ! Elle culminera le dimanche 3 décembre par une journée dite de l'Euskara. Puisse « UKAN » se répandre partout.

Les élus avec le Lehendakari

Le samedi 18 novembre, à Gernika, quelques 700 élus ont soutenu le lehendakari pour rejeter l'inculpation qui le menace pour avoir rencontré Batasuna, mouvement illégal. Mais comment Arnaldo Otegi et ses compères pouvaient-ils représenter Batasuna puisque cette organisation

n'existe plus ! On frise le ridicule. La droite espagnole et un secteur du PSOE s'acharnent à vouloir nier l'existence et l'influence de la gauche abertzale dans la société basque avec ou sans Batasuna. L'extrémisme ne commence-t-il pas par la négation de l'adversaire ?



Les élus soutiennent Ibarretxe



Ibarretxe peut compter sur le soutien de ces prédécesseurs, de la présidente du Parlement basque et des deux présidentes des Assemblées de Biscaye et du Gipuzkoa.

Navarre

Nafarroa-Bai

Les partis basques associés se retrouvent régulièrement à Iruña/Pampelune pour analyser les problèmes qui sont les leurs. Des conversations ont lieu fréquemment avec le mouvement radical. A propos de Batasuna précisément, Jose Angel AGIRREBENGOA, actuel président d'EAJ-PNB de Navarre, a été très clair voici peu en déclarant :

« Au sein de Nafarroa-Bai, chacun peut avoir son opinion sur l'entrée éventuel de Batasuna dans la coalition, quoi de plus normal, encore faut-il être sûr que ce mouvement veuille réellement en épouser le projet ». Et de rappeler le harcèlement dont la plateforme fait l'objet lors des dernières élections. « Les déclarations récentes de la part des fondamentalistes basques demeurent très violentes » a-t-il ajouté. Prudence, donc !

La plateforme Nafarroa-Bai propose de désigner dès maintenant Uxue BARKOS députée au Cortes de Madrid, ancienne présentatrice de la télévision, comme candidate à la mairie de Pampelune. Elle aura probablement comme

concurrente l'actuelle Maire, la « délicieuse » membre éminente du parti conservateur U.P.N. (Union du Peuple Navarrais) majoritaire. Interrogée sur l'avenir, Uxue a dit sa conviction de voir leur dynamique unitaire remporter la victoire aux élections municipales et forales à la condition de rester soudé, de s'ouvrir et de travailler à un changement social profond. Il y va de la responsabilité de leur coalition. « Elle-même sera là où elle est aujourd'hui ou bien là où la désignera Nafarroa-Bai, au 1er rang ou au 21ème, peu importe ».

La préservation des races autochtones en Pays Basque

La Navarre est l'une des 7 provinces partie prenante de la fédération des races animales autochtones « Euskal Abereak Federazioa ». Elle représente aujourd'hui une vingtaine d'associations d'éleveurs d'animaux d'espèces diverses : bovine, équine, ovine, caprine, canine et autres animaux de ferme en voie de disparition.

Elle supervise dans la Communauté forale 3 races de chevaux : la Jaca Navarra, la Burgete (au nord-ouest du territoire) et la Pottoka ; 3 races de bovins : la Pyreneica, la Betizu, la Casta Navarra (« Brava ») et 3 races ovines : la Lacha (proche de notre « manex »), la Navarra et la Roncalesa.

Leur gestion technique est assurée par l'Institut Technique et de Gestion (ITG) du ministère Navarrais de l'Agriculture en collaboration avec les universités et les services de l'Environnement. On sait tout l'intérêt que porte le gouvernement de Vitoria à la conservation du riche patrimoine génétique que représentent ces races locales anciennes et le gros effort financier consenti pour mener à bien une telle décision. En Navarre aussi, progressivement, l'idée d'un conservatoire pour ces races en déclin fait son chemin, ce qui permettrait d'assurer enfin leur avenir.



Bilbao, la volonté au pouvoir

Rencontre avec Ibon Areso, adjoint à la mairie de Bilbao, chargé de la rénovation urbaine de Bilbao. Il évoque la transformation de cette ville, une référence européenne.

1/ Pourquoi fallait-il concevoir une rénovation urbaine pour Bilbao. Quels sont les objectifs de ce plan ?

La rénovation urbaine de Bilbao était indispensable. La crise industrielle débutée en 1975 a eu un impact social et urbain considérable. Ses effets ont été multiples, décadence du système industriel, dégradation de l'environnement et du tissu urbain, processus d'émigration et stagnation de la population, indices élevés de chômage jusqu'à 30% et l'apparition de problèmes de marginalisation sociale.

Notre principal objectif fut de générer de nouvelles sources d'emploi qui se substituerait à ceux que nous avons définitivement perdus dans l'industrie traditionnelle devenue obsolète. Cela nous obligea à concevoir un processus très profond de transformation urbaine, sachant qu'aujourd'hui, la dégradation de l'environnement et l'habitat détérioré sont des facteurs de perte de compétitivité au niveau international. Le dépassement de ces handicaps était une condition "sine qua non" pour rendre possible la création de nouveaux postes de travail. Ceux-ci devaient émerger du développement du secteur tertiaire. Il fallait également capter les investissements d'entreprises qui les rendraient possibles.

2/ Le musée Guggenheim est toujours mis en avant. Y a-t-il d'autres projets significatifs ?

Nous devons beaucoup au musée Guggenheim pour plusieurs raisons : Tout d'abord, son impact extérieur qui projette Bilbao sur la scène internationale. Jusque-là, les informations en provenance d'Euskadi étaient toujours négatives à cause de la violence d'ETA. L'impact médiatique du musée a modifié la donne.

Il y eut également un impact interne. Il généra de la confiance dans la société bilbaina qui vivait une période de déprime morale due à la crise industrielle et au niveau très élevé de chômage qu'elle généra. Le musée donna une cré-

dibilité au processus que nous avons entrepris. Ce défi risqué a un impact économique très positif. Depuis l'ouverture du musée, le Guggenheim accroît annuellement le PIB de la Communauté Autonome d'une valeur supérieure à 133 millions d'euros en y défalquant le coût généré par l'opération.

Cette réussite spectaculaire a l'inconvénient de masquer à l'extérieur le contenu de l'ensemble du processus que connaît actuellement Bilbao dont le Guggenheim n'est qu'une partie. L'investissement réalisé jusqu'à présent avoisine les 3,5 milliards d'euros. Certains projets ont eu des coûts supérieurs à celui du musée, celui de l'extension du Port, 600 millions d'euros, le nettoyage du fleuve, 800 millions d'euros, l'aéroport, 190 millions d'euros ou le métro, 1 milliard d'euros.

3/ Quels ont été les échecs et les réussites ?

La réussite du processus en cours vient de l'amélioration des conditions de vie urbaine et de la diversification beaucoup plus grande de l'économie. Plusieurs indicateurs sont très évocateurs. En 1994, nous avions accueilli 24 302 visiteurs. En 2005, ils étaient 550 264. En 1994, Bilbao avait accueilli 88 congrès, en 2005, 807. Dans la même période, le nombre de passagers aériens a augmenté de 1 425 822 à 3 843 253. L'activité économique a considérablement progressé. Le taux de chômage a été réduit de 30% à 9% actuellement.

Les erreurs ou les insuffisances ne sont pas directement liées au processus de transformation urbaine. Le problème vient du fait que cette régénération bien que "nécessaire" n'est pas "suffisante". La société doit également élever son niveau de formation et être plus compétitive. Cette transformation est plus complexe que celle de la ville.

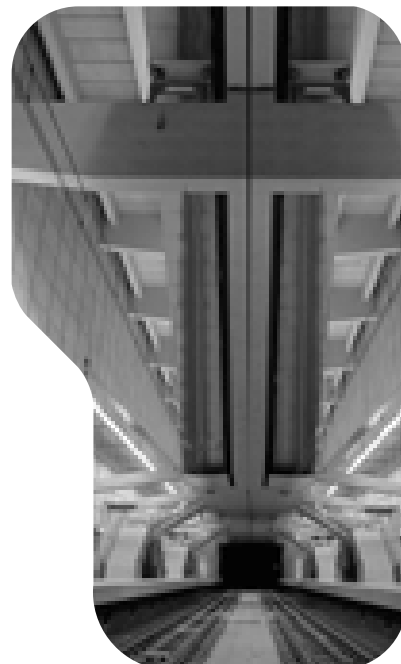
4/ Quels sont les projets à venir ?

Le processus n'est pas achevé. Plusieurs années de travail seront nécessaires pour ache-

ver le processus de régénération de la ville de Bilbao et celui des terrains obsolètes dus au démantèlement industriel de son aire métropolitaine. Nous travaillons actuellement avec Zaha Hadid pour la reconversion de la zone de Zorrotzaurre.

J'évoquerai deux des projets à venir. Le premier concerne les infrastructures avec l'arrivée à Bilbao du train à grande vitesse. Le second est d'ordre scientifico-technologique. Un grand centre de recherche spécialisé dans la fusion de neutrons sera implanté pour un investissement global de 300 millions d'euros.

La future installation dépassera le seul champ de la recherche fondamentale. Il aura des applications industrielles et médicales, comme la thérapie contre le cancer ou l'analyse structurale des matières. Il pourrait devenir un centre de référence au niveau européen et international.



Le nouveau métro.



L'aéroport rénové.



Le Palais des congrès Euskalduna, un des meilleurs au monde.



Le Pays Basque sur internet

Les extensions régionales et culturelles existent !

La Catalogne est la première région européenne à disposer de son extension .cat depuis début 2006. Il est dédié à la langue et la culture catalane. En ce sens, il ne s'agit pas d'une extension régionale au sens strict mais d'une extension culturelle. On recense déjà plus de 16.632 sites web utilisant l'extension .cat

Les départements et territoires d'outre-mer Français disposent aussi de leurs propres extensions. .gp pour la Guadeloupe, .mq pour la Martinique et .re pour la Réunion. La demande de création du .eus n'est donc pas fantaisiste.

exemple :

Martinique: www.region-martinique.mq/
www.region-martinique.mq/ , "<http://www.euro-pcar.mq/>" www.euro-pcar.mq/ ,
"<http://www.cgste.mq/>" www.cgste.mq
Réunion : "<http://www.annuaire-ile-reunion.re/>"
www.annuaire-ile-reunion.re ,
"<http://www.temoignages.re/>" www.temoignages.re ,
"<http://www.panoramas.re/>" www.panoramas.re
Guadeloupe : "<http://www.arapaho.gp/>"
www.arapaho.gp , "<http://www.rci.gp/>"
www.rci.gp , "<http://www.damoiseau.gp/>"
www.damoiseau.gp
Catalogne ; "<http://www.domini.cat/>"
www.domini.cat

Bientôt seront probablement délivrés par l'ICANN* les extensions pour les villes : .berlin, .tokyo, .nyc pour New-York et .london pour Londres.

Dernier exemple en date, la Région Bretagne a décidé d'apporter son soutien à la demande de création de l'extension .bzh sur internet sur le modèle catalan. Elle participera à la création d'une fondation chargée d'accompagner cette démarche porteuse d'une identité bretonne ouverte sur le web. Lors de sa dernière session, le Conseil régional de Bretagne a décidé, à l'unanimité, d'affirmer son soutien à la demande de reconnais-

sance du suffixe générique .bzh auprès de l'ICANN*. Une résolution adoptée "dans une conception large et ouverte de l'identité bretonne" : l'extension .bzh "comme vecteur d'image et de communication pour la Bretagne dans sa diversité plus que comme affirmation d'une stricte appartenance communautaire, linguistique ou culturelle". Cette reconnaissance permettrait la création de sites avec des noms de domaine en .bzh.

Pourquoi donc la création du .eus ?

Un vecteur d'image

Disposer d'une extension .eus pour son site Internet, c'est tout d'abord véhiculer l'image du Pays Basque. Le .EUS, abréviation du mot EUS-KAL-HERRIA, signifiant Pays Basque en langue Basque est très connu, bien évidemment en Pays Basque mais aussi à l'extérieur, grâce certainement aux automobilistes qui le collent souvent à l'arrière de leur véhicule.

L'extension .EUS est donc une marque d'identité forte : celle d'un Pays Basque "à l'aise", décomplexé et qui assume son image !

Un outil de communication

Que ce soit pour une entreprise, une association ou un particulier comment mieux communiquer "la touche basque" sur son site qu'en y adjoignant le .eus ? Trois lettres qui en disent longs !

Un choix supplémentaire .org, .com, .net, .fr, .eu et bientôt peut-être le .eus !

Souvent le nom qu'on souhaite donner à son site est déjà pris.

Le .eus permet d'augmenter les possibilités... Qui dit mieux ?

Qui pourrait s'en servir ?

Comme en Catalogne, le .eus serait réservé aux sites Internet faisant référence au Pays Basque, sa culture et/ou sa langue qu'ils soient situés en Pays Basque ou non. Il pourrait être réservé par les collectivités Basques, les entreprises et ayant droits (qui disposeront d'une période pour déposer leurs

noms) et ensuite aux particuliers (en appliquant le principe du premier arrivé, premier servi). Il devra impérativement faire référence au Pays Basque. En ce sens, il ne s'agit pas d'une extension territoriale pour le Pays Basque mais bien d'une extension culturelle pour la langue et la culture basque ! Le projet de .bzh pour la Bretagne est soutenu par un grand nombre de personnes. Initiée en 2004 par le député Christian Ménard, qui s'attelle depuis cette date à obtenir une extension pour la Bretagne, la démarche est aujourd'hui portée par des élus toutes tendances confondues. C'est un projet fédérateur !

Les acteurs culturels bretons, de nombreux artistes et de nombreux chefs d'entreprises et pas des moindres veulent que la Bretagne, sa culture et sa langue puisse enfin bénéficier de son extension.

Alors que dans toutes les régions d'Europe, les politiciens "toutes tendances confondues," se fédèrent autour de cette question primordiale pour leurs régions, leurs cultures et leurs langues, cela afin de leur donner une présence officielle sur le web, ici au Pays Basque, il semblerait que la question ne soit pas vraiment débattue, ni même sociabilisée.

exemples :

Écosse : "<http://www.dotsco.org/>"

www.dotsco.org

Flandres : "<http://www.puntvl.net/>"

www.puntvl.net

Galice : "<http://www.puntogal.org/>" www.puntogal.org

"<http://www.puntogal.org/>"

Pays de Galles : "<http://www.dotcym.org/>"

www.dotcym.org

Berlin : "<http://www.dotberlin.com/>" www.dotberlin.com

New York :

"<http://www.cb3qn.nyc.gov/page/33828/>" tld

.NYC

Nous aussi au Pays Basque fédérons nous et obtenons notre extension !

*ICANN(l'organisme gérant le système des noms de domaine au niveau mondial)

Florian Martin-Halty



Le processus de paix au Pays-Basque est dans l'impasse. A-t-il seulement commencé ? Oui, puisque l'E.T.A. na pas commis d'attentat depuis le 22 mars. Et le gouvernement espagnol, que fait-il ? Il parle ! Au parlement, justement. C'est fait pour ça, vous me direz. C'est bien mais pas suffisant. Au bout de huit mois, il pourrait enfin accoucher d'une initiative, ce ne serait pas une prématurée ! Le rapprochement des prisonniers, par exemple. Un geste, quelque chose... L'E.T.A. nous dit dans son dernier bulletin interne qu'elle commence à s'énervier. Si les encagoulés sont un brin impatients, les autorités espagnoles ont dû quand même rentrer de vacances, en cette fin novembre, non ? Alors qu'elles se mettent au boulot ! Zapatero nous avait prévenus : ce sera long. D'accord, mais à ce rythme-là, on trouvera une solution

au problème basque au millénaire prochain ! D'ici là, la planète aura bouilli sous l'effet de serre depuis longtemps. Ce Zapatero, c'est pas Zorro ! Il prend tout son temps pour voler au secours de la veuve espagnole et de l'orphelin basque, il se presse précautionneusement, il se hâte avec lenteur, il déboule en pantoufles, il se rue à pas comptés, il déferle en 3300 temps et 2220 mouvements, il est venu, il a vu, et il est reparti !

Soyons juste, si ce Zapatero, c'est pas Zorro, c'est pas tout à fait zéro non plus. Mais il y tend de toute la force de son inertie. S'il veut pas se faire appeler Cépazéro par la postérité, il a intérêt à passer la vitesse supérieure, à se secouer les neurones, à se dégourdir les deux hémisphères, à se caféiner le bulbe. Il va pas rester premier ministre aussi longtemps que Franco

est resté Caudillo. A ce train-là, on n'est pas sorti de la gare ! On accepte l'idée que le processus ne prenne pas le TGV, mais là on est monté dans le petit train de la Rhune. Et encore, on se demande s'il y a bien une locomotive à sa tête ! Alors si on doit pousser les wagons nous-mêmes, autant enlever la locomotive qui ne sert à rien et qui est lourde.



L'esprit Lurrama à cultiver

Passer de la théorie à la pratique n'est jamais aisé. Les promoteurs de Lurrama ont réussi ce pari. 30 000 personnes ont visité la ferme basque, installée à Bayonne. Depuis des années, les discours généraux sur le retour à la nature, la recherche de produits de qualité, « authentique », sur la préoccupation écologique sont multipliés. A l'échelle du Pays basque nord, Lurrama a prouvé que cette tendance générale était pertinente. Reste le travail dans la durée pour associer réellement citadins et paysans.



Lurrama est un incontestable succès malgré la pression de la préfecture pour entraver cette manifestation. M. le préfet serait plus inspiré d'inciter la chambre d'agriculture départementale à créer un Lurrama palois !

Félicitations à Euskal Herriko Laborantxa Ganbara qui démontre une nouvelle fois son utilité. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, 30 000 visiteurs dans une zone urbaine proche de 100 000 habitants, une forte proportion de citadins, public visé en priorité, des réservations de repas complètes, une salle très fournie lors des débats, une file d'attente digne des hypermarchés pour découvrir les animaux, des vendeurs satisfaits. Les animations ont été prisées par le public.

La réponse à une attente

Lurrama est une expérience grandeur nature de la fameuse complémentarité côte/intérieur. Et maintenant ? Le véritable pari n'est-il pas aujourd'hui de passer d'un intérêt ponctuel des citadins pour la ruralité à un véritable comportement pérenne au quotidien ? Lurrama sera-t-il un coup d'épée dans l'eau, une formidable vitrine de la ruralité une fois par an ou alors l'outil d'une prise de conscience populaire sur les liens indispensables entre les deux mondes ? Les promoteurs de Lurrama en ont parfaitement conscience. Déjà, des initiatives ont été lancées, les AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne), ces associations de vente directe entre producteurs et consommateurs locaux. De par son rôle et la composition originale de ses membres, Euskal Herriko Laborantxa Ganbara est la structure de terrain pour capitaliser, organiser et multiplier ces initiatives.

Travailler dans la durée

Le lien consommateur de la côte, producteur de l'intérieur est évident. La proximité permet l'alliance de la qualité par le savoir faire des paysans basques, la compétitivité par la vente directe et la durabilité par la réduction de la pollution par le transport. Les AMAP montrent la

voie. Elle sont sans doute à multiplier. Cela dépendra du potentiel de paysans en capacité à y répondre grâce à la maîtrise de la production à la commercialisation et les consommateurs intéressés par ce type de démarche. Les formules classiques de vente directe, comme les marchés ou les foires sont elles adaptées aux comportements actuels ? La convivialité, la chaleur humaine leur principal atout sont-elles suffisamment valorisées ? Les outils modernes comme la publicité par sms, l'e-commerce en général sont-ils suffisamment utilisés au service des circuits courts et locaux de consommation ?

Un autre défi : sensibiliser le monde urbain de proximité dans un contexte de tension du marché du foncier au détriment du monde paysan et de baisse du nombre d'installation. Plus les citadins seront sensibles au besoin pour eux d'un monde paysan vivant, plus leur soutien sera actif aux côtés des agriculteurs, plus le combat pour le maintien de terres agricoles à un coût décent se renforcera. En chaque jeune

citadin, sommeille peut-être aussi un futur paysan. En ces temps où l'innovation semble la seule panacée aux métiers du futur, l'environnement social détourne les jeunes de cette voie. Quoi de plus ringard que de travailler dans les métiers du secteur primaire ? Il est temps de créer des ponts pour casser nombre de préjugés qui vont à l'encontre d'un renouvellement générationnel des paysans.

Le rôle pédagogique en faveur du respect de l'environnement est également primordial. De nombreux enfants ont découvert pour la première fois des animaux. Ils habitent à Bayonne, Anglet ou Biarritz à quelques kilomètres seulement de la campagne ! Le travail est immense.

La perspective transfrontalière ne peut être non plus ignorée. Certes, un travail important est déjà à accomplir entre paysans et citadins d'Iparralde. Mais aujourd'hui, le pôle le plus peuplé de l'euro-cité Baiona-Donosti est en Hegoalde. Pourquoi pas un jour, Lurrama à Donosti ?

Un lien solidaire par la proximité

Installée en GAEC, à Ayherre, Jenofa BIDE est une jeune productrice de fromages de chèvre. Elle bénéficie des services de l'AMAP créée à Hasparren. Elle nous fait part de son expérience.

Que peut-on trouver à l'AMAP d'Hasparren ?

Le consommateur peut y acheter des légumes frais, des fromages de brebis, de chèvre, des poulets, du lait, du beurre, de la crème, du pain et durant la saison, des fraises et des framboises.

Comment travaillez-vous avec eux ?

Je vends mes fromages à une trentaine de consommateurs. Nous avons un contrat de 6 mois durant lesquels les quantités à livrer sont fixes. Je me rends à Hasparren tous les 15 jours, pour leur fournir mes fromages.

Quel est l'intérêt de la formule ?

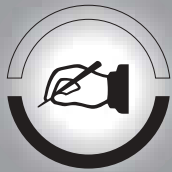
Nous travaillons sur quelque chose de sûr, puisque les quantités à livrer sont connues à l'avance. Il n'y a pas de perte de temps par rapport à un marché classique par exemple. Nous nous déplaçons régulièrement à Hasparren pendant 1 heure. Nous sommes payés à l'avance. La durée et le coût du transport sont également limités grâce à la proximité. L'échange direct avec les consommateurs est également intéressant. Ils nous font part de leurs impressions sur nos produits.

Nous les conseillons notamment sur les accompagnements. Nous limitons les emballages. Enfin, les consommateurs veulent nous aider. C'est la philosophie des AMAP. L'an prochain, par exemple, ils aideront sans doute un collègue à ramasser ses pommes de terre !

Que diriez-vous aux gens pour les inciter à devenir des clients d'une AMAP ?

Ils sont certains d'obtenir des produits de bonne qualité à un prix intéressant. Ils donneront un sens à leur acte d'achat en soutenant les paysans qui privilégient des démarches de qualité respectueuses de l'environnement.





Vers une démocratie participative en Pays basque

Jean Marie IZQUIERDO

Docteur en Sciences Politiques.



En France, les mobilisations en faveur de la langue et de la culture basques sont aujourd'hui soutenues sans réserve par l'essentiel des acteurs de la vie politique locale. Pourtant la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires tarde, depuis près de 15 ans, à être contresignée par les représentants de l'État français. C'est que, pour beaucoup, la défense des spécificités basques n'est plus synonyme d'un repli sectaire alors que pour l'État elle apparaît encore comme une menace à l'unité nationale. L'identité culturelle est même devenue « tendance », elle s'est transformée en une ressource symbolique très forte, très vendue d'ailleurs. Et tous, ou presque, surfent désormais sur la vague de l'identité basque, bretonne, corse... L'association Hemen, en s'intéressant dans un numéro spécial aux incidences de l'identité culturelle sur le développement de l'économie locale ne s'y est pas trompée. Les intérêts mêlés des milieux bascopiles (euskaltzale), des acteurs économiques de toute sensibilité, des pouvoirs publics se retrouvent dans l'appropriation d'une identité locale facilement repérée ailleurs en France.

Une identité mieux acceptée

Ces dernières années, l'évolution des pouvoirs publics locaux a contribué à cette évolution. Elle a permis à la société civile de participer à une réflexion territoriale. Quand, en 1992, la Prospective Pays basque 2010 a été lancée, des ateliers ont travaillé à formaliser les aspirations des citoyens du Pays basque français. Les revendications favorables à l'euskara ou à d'institutions spécifiques ont été intégrées aux débats. Cette dynamique s'est ensuite institutionnalisée assez rapidement : en juillet 1994, un Conseil de développement du Pays basque a vu le jour, suivi quelques mois plus tard, par un Conseil des élus du Pays basque. En janvier 1997, le Pays basque est reconnu « Pays » par la Préfecture. En 1999, grâce à l'ANTIC, la Communauté d'agglomération de Bayonne-Anglet-Biarritz (CABAB) investit à son tour cet espace. Un Office public de la langue basque apparaît fin 2004 poursuivant ce long cheminement vers la reconnaissance d'une identité basque en France. À la rentrée 2006, Ikas-Bi, l'association des parents d'élèves bilingues de

l'enseignement public déclare que la demande sociale pour le bilinguisme continue de croître. La réflexion collective sur l'identité du Pays basque semble ainsi coordonnée efficacement par les institutions publiques locales.

L'esprit participatif basque

Depuis l'hiver 2005, le Conseil de développement du Pays basque a engagé une nouvelle réflexion territoriale du Pays basque à l'horizon 2020. En 2006, l'ANTIC a invité tous les partenaires à collaborer à un essai de démocratie participative autour de l'initiative « Construire ensemble un Pays Basque numérique ». Exutoire de doléances ou « laboratoire d'idées », l'affirmation d'une forme de gouvernance locale contrecarre les velléités récalcitrantes d'un abertzalismo qui a, lui aussi, su se renouveler. À l'instar des cadres d'Abertzaleen batasuna (AB) ou du Parti nationaliste basque le mouvement abertzale s'est affirmé par sa volonté de participer pleinement aux organes de décisions. En se présentant aux élections, en postulant à des postes à responsabilité, il occupe donc un nouveau statut. Le nationalisme basque est sorti de sa relégation d'agitateur véhément pour gagner en considération. Toutefois, la relance de l'initiative Batera au printemps 2006, entre autre, atteste de l'insuffisance des réponses politiques face à l'attente de nombreux citoyens. Le désintérêt manifesté par certains élus illustre une fois de plus que les rythmes de la vie publique locale restent irrémédiablement conditionnés par les enjeux politiques du centre parisien.

Un pouvoir en décalage

La divergence d'intérêts résiderait alors entre les relais de la démocratie participative et les élus d'un système représentatif affaibli par les effets de la mondialisation. Car en Pays basque, la prégnance de la mondialisation s'exprime par le caractère transnational de certains mouvements économiques, socioculturels... rendu facilement observable du fait de notre positionnement frontalier. Or, l'action publique française tarde à s'adapter à ces nouveaux enjeux complexes déjà complètement assimilés à la fois par les secteurs socio-économiques et des individus mondialisés. La place des élus

locaux, sous leur forme de notable local, est remise en question car ils doivent apprendre à concevoir leur capacité d'action à des niveaux multiples (coopération transfrontalière, collectivités territoriales, Union européenne...) et ne plus espérer les réponses d'un État central qui n'est plus en mesure de satisfaire seul leurs électeurs. De leur côté, les citoyens ne peuvent plus uniquement compter sur leur droit de vote pour participer à la vie publique, ils doivent s'approprier les espaces de paroles offerts par les différentes initiatives pour faire entendre leurs doléances. L'enjeu est d'abord culturel car il suppose que l'on puisse répondre aux spécificités géographiques et culturelles locales sans attendre exclusivement d'un unique interlocuteur (l'État) les réponses aux questions qui nous intéressent (santé publique, emploi, infrastructures...). Il découle ensuite de la responsabilité de chacun, élus comme citoyens, de changer ses manières de concevoir la politique en donnant vie aux différents espaces de démocratie participative.



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Resp. de publication : Philippe DULUC

Imprimerie Arizmendi
Design graphique / mise en page : Izar Design

Comité de rédaction :
Fernando ALMANDOZ, Aitor ARANDIA,
Jean BARENETCHE, Ramuntxo CAMBLONG,
Gilles CHOURY, Gorka, Christophe IRASSART,
Beñat OTEIZA, Manuel VAQUERO.

N° CPPAP 0608 P 11238

Histoire du nationalisme basque

La guerre civile en Pays Basque Sud (1936-1937)

La période d'avant le Statut d'Autonomie (jusqu'au 7 octobre 1936) (I)

Trois grandes forces politiques avaient concouru aux élections législatives des 16 février et 1^{er} mars 1936 :

Le Parti Nationaliste Basque qui se présente avec le slogan : « Pour la civilisation chrétienne, pour la liberté d'Euzkadi et pour la justice sociale » ; il aura 9 députés (4 en Gipuzkoa et 5 en Bizkaye mais aucun en Alava, ni en Navarre); Le Frente Popular qui regroupe le Parti Communiste, le PSOE, les divers partis républicains et le petit parti Action Nationaliste Basque (ANV); Il aura 7 députés (4 en Bizkaye, 2 en Gipuzkoa et un en Alava);

La droite contre-révolutionnaire (les monarchistes, les carlistes et les phalangistes) qui obtiendra 8 députés (7 dans son fief de Navarre et un en Alava).

Au niveau de l'Etat espagnol, ces élections voient la victoire de Frente Popular qui obtient la majorité absolue des sièges.

Le soulèvement militaire

Dès lors, la droite et les chefs militaires ne cessent de conspirer contre le régime démocratique et légal en place.

Un des principaux conspirateurs est Mola, général de la XII^{ème} Brigade d'Infanterie à Pampelune.

Le 17 juillet 1936, le général Franco, commandant général des Iles Canaries, se rend en avion des Canaries au Maroc, d'où va partir le soulèvement. Un pont aérien est établi du Maroc vers l'Andalousie pour l'envoi de troupes.

Le soulèvement militaire réussit à Pampelune (où il y a entre juillet et fin décembre 1936, plus de 3000 exécutions sommaires), en Alava, en Vieille Castille, Galice, Séville, Saragosse et Oviedo.

Par contre, le soulèvement militaire échoue à Saint-Sébastien (il y a des combats en ville et la caserne du quartier de Loyola se soulève mais se rend le 28 juillet), à Bilbao, Santander, dans les Asturies, à Madrid, Barcelone et Valence.



Le général Mola passe en revue ses troupes.

La double coupure du Pays Basque

D'une part, le Pays Basque est coupé en deux géographiquement par la guerre ; en effet, si le soulèvement échoue en Gipuzkoa et en Bizkaye, par contre, il réussit en Navarre où les carlistes et leur bras armé, les requetes se soulèvent en masse et en Alava où les républicains ne contrôlent plus que le nord de la province, le Valle de Ayala. A la limite de l'Alava et de la Bizkaye, Otxandiano est bombardée dès le 22 juillet (34 morts, 66 blessés).

On peut donc dire qu'il y a une guerre civile entre Basques.

Mais d'autre part, au Pays Basque, il va y avoir aussi un affrontement entre catholiques (ce sera la seule région de la Péninsule dans ce cas) : le PNV prend en effet le parti de la République tandis que la Communion Traditionnaliste (carliste) et les monarchistes prennent le parti des militaires soulevés.

L'attitude du PNV

Le PNV dès le 19 juillet dans un communiqué publié dans son quotidien Euzkadi proclame son appui à la République. C'est clair et sans ambiguïté même si cet appui est donné sans grand enthousiasme.

Pourquoi ce manque d'enthousiasme au début

de la guerre civile ? On rappellera la méfiance du PNV envers les gouvernements républicains successifs en place à Madrid depuis avril 1931. Lui qui s'était fait le champion de la lutte pour l'obtention d'un Statut d'Autonomie n'avait pas encore réussi en juillet 1936, à « arracher » ce fameux Statut, se heurtant aux résistances et tergiversations de la gauche, puis de la droite espagnole. Mais en juillet 1936, il ne reste aux Congrès des Députés que 3 articles du Statut d'Autonomie du Pays Basque à approuver. Le PNV qui s'est rapproché du leader socialiste de Bilbao, Indalecio Prieto, sent le dénouement proche. Il est donc convaincu en choisissant le camp républicain, d'avoir choisi le camp le plus favorable pour les intérêts basques.

Dans cette période d'avant le Statut, le PNV joue un rôle militaire relativement passif ; il veut avant tout maintenir l'ordre public et s'opposer en particulier aux exactions des anarchistes. Des Juntas de la Défense de la République se forment en Gipuzkoa (27 juillet) et en Bizkaye (12 août) dans lesquelles le PNV va jouer un rôle marginal, qui ne correspond pas à son poids politique qui est important dans ces deux provinces.



Livre

Jose Antonio Aguirre : el profeta pragmatico par Ludger Mees (ed. Alga).

Jose Antonio Aguirre a dépassé les limites du Pays basque par son action, sa pensée, sa capacité de rassemblement. Cette biographie sur une période peu étudiée de sa vie, l'exil met en lumière des pans ignorés de son histoire. Ce livre renforce le respect du à cet homme optimiste et visionnaire frappé d'un destin tragique.

Ludger mees



el profeta pragmatico
aguirre, el primer lehendakari
contra-ataca



Musée Basque : vers un nouveau départ ?

Force est de constater que le nouveau Musée Basque ré-ouvert en juin 2001 après 12 ans de fermeture n'a pas donné satisfaction ni au public qui le boude (seulement 20.000 entrées payantes en 2005), ni aux acteurs culturels qui dénoncent le manque de moyens, ni au Maire de Bayonne qui trouve la facture trop salée.

Devant cette situation de blocage la ville qui assume jusqu'à présent 100% du coût de fonctionnement a décidé de « prendre le taureau par les cornes » pour relancer cet outil culturel auquel les uns et les autres sont si attachés.

A cet effet, le cabinet «Maîtres du Rêve» a réalisé un audit stratégique faisant le diagnostic des difficultés, comparant à d'autres musées (Musée Alsacien, Musée Breton, San Telmo à St Sébastien..) et présentant un certain nombre de préconisations. Ce travail de qualité mais sans concession permet d'y voir plus clair sur la situation du musée et propose aux décideurs des solutions qui passeront nécessairement par un budget plus important au moins durant les prochaines années.

Donner du sens

Lors de la réhabilitation de la maison Dagourette l'essentiel du budget avait été consacré aux travaux. C'est la raison pour laquelle les moyens ont manqué pour aller au delà d'une simple exposition, certes très réussie, des 2000 objets les plus emblématiques de la collection du musée. Les explications font défaut, les outils de médiation sont absents. Ainsi le visiteur ne connaît-il pas plus le Pays Basque, son peuple, son histoire, sa géographie, sa langue à la fin qu'au début de sa visite. C'est sans doute un des problèmes majeurs qu'il faudra résoudre en priorité en proposant des audio-guides, des films, des cartes, des fiches thématiques ou tout autre moyen permettant de donner du sens aux objets et œuvres présentés.

Un outil au service des habitants

Le lien entre le musée et les habitants du Pays Basque a été rompu. La réappropriation n'a pas fonctionné. Le nouveau projet devra donc s'attacher à redonner sa place à cet outil culturel dans la vie quotidienne des habitants. Ceux-ci en deviendront en retour les meilleurs ambassadeurs. Les pistes ne manquent pas : organisation de sessions de formation sur l'histoire, le patrimoine et la culture ; échanges avec les sites et musées du Pays Basque ; expositions temporaires sur des thèmes liés à la vie locale etc...

Il est également indispensable que le musée travaille étroitement avec un certain nombre de partenaires tels que l'Institut culturel basque, l'association des amis du musée, les offices du tourisme du Pays Basque, l'université, le centre Iker etc...

De nouveaux moyens

Le cabinet dans son plan de développement à long terme fixe pour objectif une fréquentation de 60.000 entrées / an. Une série d'actions sont à mettre en œuvre :

- création d'une structure de portage (ce sera un syndicat mixte) financée à 40% par la Ville de Bayonne, 30% le département 64 et 30% la Communauté d'Agglomération
- redéploiement du personnel et création de postes : directeur, adjoint de direction, animateur, responsable communication, technicien arts graphiques, assistant archiviste, accueil trilingue
- prévision de lignes de budget pour la communication, l'acquisition et la rénovation d'œuvres, l'organisation d'expo temporaires
- renforcement de l'offre de la boutique
- aménagements à destination du grand public : audiovisuels, maquettes, audio-guides
- création d'outils d'information sur l'histoire, la

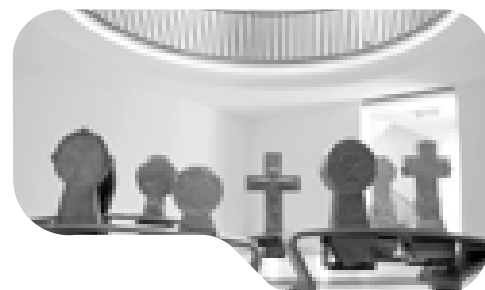
langue basque, la diaspora, la maison basque etc..

- extension dans l'ex-caserne des pompiers afin de rapatrier les bureaux actuellement au château neuf et avoir de l'espace pour organiser les expositions temporaires
- meilleur repérage du musée (signalétique sur le bâtiment)

C'est donc une nouvelle chance qui s'offre à notre musée ethnographique que les spécialistes considèrent de premier plan. La chrysalide, trop longtemps enfermée dans son cocon va pouvoir prendre son envol.



©Musée basque



©Musée basque



©Musée basque



Antton Bastida au txistu comme en 1937.



Le chœur P. Oyhamburu, à l'église de Sare.

Eresoinka, la beauté ne s'oublie pas

Eresoinka, le chœur créé à l'initiative du Lehendakari Agirre était presque tombé dans l'oubli, du moins en Pays basque nord. Quelles sont les personnes qui connaissent sa formidable aventure ? Eresoinka fut créé pour contrer la propagande franquiste et montrer à l'Europe l'image d'un peuple qui préfère le son des chanteurs à celui des canons. De 1937 à 1939, il se produisit à Paris, à la salle Pleyel, en Belgique, au Pays-bas, à Londres. Luis Mariano, la mère de Plácido Domingo et les meilleurs chanteurs de l'époque firent vibrer les foules européennes. Comme souvent, une personne venue d'ailleurs fait découvrir notre mémoire comme si le regard extérieur appréciait la singularité ici banalisée et dépréciée dans un tourbillon médiatique qui nous ignore. Philippe Regnier, architecte, compile depuis des années photos, archives et témoignages sur Eresoinka. Il est à l'origine de la commémoration des 70 ans de la création de ce chœur. Jean Aniotzbehère et la mairie de Sare se sont également mobilisés pour organiser au mieux cette journée qui fut une belle réussite. Ils méritent toute notre gratitude et de chaleureux remerciements.

Le 11 novembre dernier, à Sare, devant plus de 200 personnes et quelques anciens, ce fut un retour vers le passé. Nous nous trouvions dans la salle de répétition où Eresoinka évolua durant de longs mois. Des fresques témoignent encore de ce passage. Philippe Régnier relata l'histoire de ce chœur, des musiciens, du groupe de danse qui lui fut associé, de l'organisation technique. Logé à Sare, puis dans un château de la région parisienne lors de la tournée européenne, Eresoinka devint une véritable communauté qui fut dispersée lorsque l'Europe s'embrasa à son tour. La tournée prévue aux Etats-Unis fut annulée. Ces artistes étaient rattrapés à nouveau par les foudres de la guerre. Triste destin d'hommes et de femmes coupés dans leur élan artistique

par la barbarie à leur trousse.

Philippe Oyhamburu se souvient du jeune parisien qui écouta Eresoinka émerveillé, ce chœur qui le renvoyait à sa propre histoire. Le 11 novembre dernier, il fut à son tour le témoin de cette mémoire. A l'église de Sare, son ensemble choral interpréta des chants du répertoire d'Eresoinka.

En ces heures de commémoration des 70 ans de la guerre civile, nous ne devons pas oublier, nous devons nous souvenir de notre histoire, celle d'un peuple qui perdit la guerre contre le monstre fasciste mais gagna celle de la dignité et de la reconnaissance internationale des démocrates. Hier, François Mauriac affirmait « vous avez marqué le tournant de la démocratie chrétienne », le tournant du choix démocratique contre la barbarie parée de catholicisme travesti. Aujourd'hui, au moment d'intégrer le Parti Démocrate Européen, M. Bayrou confiait l'honneur pour lui d'être associé à un parti qui défendit contre vents et marées les valeurs de la démocratie, du fédéralisme et de l'intégration européenne. Le combat démocratique est une lutte de long terme, celle de la force de conviction qui emporte l'adhésion populaire. Elle est moins spectaculaire que la pression brutale et immédiate des armes. Mais elle est finalement plus efficace, l'autre n'est jamais un ennemi à éliminer, au pire un adversaire qui finit par devenir un partenaire, contraint de reconnaître la victoire de nos idées. Pour cela, gardons l'esprit d'Eresoinka, des Basques décomplexés qui mirent leur talent au service de notre peuple pour convaincre et montrer le meilleur d'eux-mêmes. Soyons tous Eresoinka.

En direct du Batzoki de Donibane

"La Révolution en Pays basque",
le samedi 16 décembre, à 19h
avec Jean Claude Larronde

Assemblée Générale de Bakea Bai, le samedi 16 décembre 2006, à 11h, à Bayonne, au Trinquet Moderne, 60, avenue Dubrocq.

Cette association qui milite pour la culture de la paix évoquera entre autres le projet du 2^{ème} festival régional et européen de la Paix, à Sare.

Renseignement : Argitxu Noblia : 05.59.29.59.86



Un public ému.



Jean Aniotzbehère, maire de Sare.

A ses côtés de g. à dr. : C. Garaicoetxea, M. Azkarate et R. Labaien.



Kotte Ezenarro « Hendaye pratique trois cultures »



Nous avons rencontré M. Kotte Ezenarro, maire d'Hendaye, membre du Parti Socialiste, un responsable politique engagé dans la recherche d'une solution à la violence en Pays basque.

1. Hendaye a-t-elle dépassé la crise des années 90 ?

La situation est à peine rétablie. Je rappelle que l'ouverture des frontières entraîna la fermeture immédiate de 60 commerces, les clients d'Hegoalde retrouvant dans leurs supermarchés les produits qu'ils achetaient par le passé chez nous. Les métiers liés au transit disparurent également (500 emplois perdus à Hendaye, 1000 à Irun). Depuis 1993, plusieurs réalisations ont permis de redynamiser Hendaye, par exemple le quartier Sokoburu avec la thalassothérapie de Serge Blanco, un Port de Plaisance de 820



© Mairie d'Hendaye

anneaux, un casino, des restaurants, des hôtels, ou l'implantation de Tribord, le tout associé à une relance des activités nautiques de la station.

2. Lorsque vous réfléchissez à l'avenir d'Hendaye, regardez-vous plutôt vers Bayonne ou vers Irun-Donosti ?

Hendaye est depuis toujours, davantage tournée vers Irun. Txingudi est notre bassin de vie naturel. Hendaye est une ville où se côtoient les cultures basque, française et espagnole. Nous vivons quotidiennement et naturellement cette diversité. Les langues ne sont pas des obstacles puisque sur le terrain, les liens entre Hendayais et leurs voisins d'Irun et d'Hondarribia sont nombreux, notamment au niveau associatif. Il en est de même entre élus ou techniciens de ces trois villes.

3. Vous vous êtes personnellement investi dans la démarche en faveur du processus de paix. Êtes-vous optimiste ?

Je suis à la fois optimiste et prudent. Optimiste, parce que le vote du Parlement européen, vote à mes yeux historique, est à la fois un signe fort et un formidable encouragement. Prudent, parce que par le passé, nous avons déjà connu l'échec, notamment à l'issue des « accords de Lizarra-Garazi ». Nous devons à présent assumer nos responsabilités pour atteindre un objectif commun : la paix en Euskal Herria.

4. Le Pays basque nord est-il concerné par ce processus ?

Le Parlement européen s'appropriant ce dossier, le processus de paix déborde largement le cadre espagnol et français, et par conséquent le Pays basque nord. Les gouvernements successifs espagnol et français, de droite ou de gauche, ont été dans l'incapacité de régler ce conflit. Si l'Europe fait à présent preuve d'une certaine « ingérence » eu égard à la France et à l'Espagne, c'est probablement parce que la violence qui a trop longtemps duré, est inacceptable et l'inquiète.

5. Votre soutien à un département Pays basque est-il lié au constat des vertus de l'autonomie en Euskadi ?

Je ne le dirais pas comme cela. En tant que Maire, je suis un homme de proximité, un homme de terrain. Selon le bon principe de subsidiarité, tout ce qui peut être fait localement doit l'être, et seuls les problèmes qui ne peuvent être traités à l'échelle locale, doivent remonter pour être traités à un autre niveau. A titre d'exemple, c'est ainsi que plusieurs difficultés liées à l'exis-



© Mairie d'Hendaye

tence de l'ancienne frontière (qu'il s'agisse de transports inter urbains, de navettes maritimes, d'adduction d'eau ou de gestion de déchets ménagers) ont pu être surmontées localement, grâce à l'initiative de diverses collectivités et structures situées de part et d'autre de cette frontière. L'existence d'un département Pays basque renforcerait probablement cette politique de proximité, d'initiatives, et de réactivité.

6. N'êtes-vous pas souvent plus proches des abertzale que des socialistes jacobins locaux ?

Peut-être certains socialistes me considèrent-ils effectivement un peu trop basque. Mais cela tient probablement à un vécu, une langue maternelle, une culture et des traditions que nous n'avons jamais partagés. Je suis un républicain non jacobin, pour qui l'unité d'un Pays ne signifie surtout pas son uniformité.

A Hendaye, avec l'abolition des frontières, la jeunesse qui croise la Bidassoa dans les deux sens, vit le brassage culturel. Se sent-elle davantage basque, espagnole, française ? Il me semble qu'elle aborde ces notions identitaires avec plus de sérénité que ne le font les adultes.



© Mairie d'Hendaye